

Pénitencier et matons sinistrés



La prison centrale de Makokou, un bâtiment vétuste ne présentant aucune garantie de sécurité. On peut apercevoir le hangar qui sert de bureau aux gardes pénitentiaires.

Serge Ndong

La capitale de la province de l'Ogooué Ivindo est assurément une localité oubliée par l'Etat. Les édifices abritant l'administration publique laissent souvent à désirer et les agents eux-mêmes quand ils ne sont pas abandonnés à leur triste sort, sont logés dans des conditions exécrables. Même les établissements qui devraient pour leur caractère sensible, attirer l'attention des pouvoirs publics sont dans un état de décrépitude avancée, qu'ils en arrivent à mettre en péril la sécurité de tous. C'est le cas de la prison centrale de Makokou, un bâtiment vétuste qui témoigne de l'inconscience de ceux qui tiennent les affaires de l'Etat. « Il faut dire que nous avons des prisonniers bien gentils dans cette localité, car quelques coups sur les murs suffisent pour ébranler cet édifice d'un autre âge, qui se passe de commentaire », nous a confié un maton.

Le bâtiment sur le point de s'effondrer qui fait office d'établissement carcéral n'est curieusement protégé par aucune barrière. N'importe qui peut ainsi y accéder et n'importe quand. Toute chose qui justifie les évasions enregistrées par le passé.



Les logements affectés au personnel évoluant à la prison centrale. De vrais taudis d'un autre âge. Une vraie honte !

Une situation qui expose de façon criarde tous les agents de la garde pénitentiaire qui y travaillent. « Il faut chaque jour, prier pour que ne survienne pas une révolte. Il n'y a aucune mesure de sécurité dans cette prison. Tout est vétuste et à ciel ouvert. Et dire que c'est en ces lieux que sont gardés tous les grands bandits de la province de l'Ogooué Ivindo, cela donne vraiment le tournis », déplore un autre maton.

Sur la façade avant du bâtiment, les agents ont érigé un hangar avec des matériaux de récupération. C'est cette construction bringuebalante qui leur sert de réception et de bureau. De la route principale qui jouxte le bâtiment, on peut tous les jours les apercevoir, travaillant dans des conditions qui font penser à une administration dans un village perdu du pays, à l'époque coloniale. Triste!

A quelques pas du bâtiment faisant office de prison, on peut apercevoir des cagibis qui servent de logements à nos braves agents de la garde pénitentiaire. Des maisons

qui ont sans doute été érigées pendant l'époque coloniale et dont l'ossature devenue bien fragile, ne rassure guère les occupants. Des tôles rongées par la rouille, des briques détachées par endroits, des portes et des fenêtres pendantes, prêtes à se détacher, les maisons de nos agents au service de l'Etat sont moins confortables que les masures faites en terre battue des paysans de Zoatab ou Ngouabi. Quel rende-

ment peut-on attendre de ces fonctionnaires, dont les conditions de vie et de travail sont d'une médiocrité épouvantable? Et dire qu'il y a quelques années, un budget a été mis en place pour la construction d'une prison digne de ce nom dans la capitale de l'Ogooué Ivindo et, comme cela est de coutume, l'argent a pris une autre direction, sans pour autant que les auteurs de ce détournement soient inquiétés.

Affaire Moulaye-Marco

Des révélations qui jettent du discrédit sur la Justice gabonaise



La clinique Mandji qui est au centre d'une bataille sans merci entre deux médecins permettra-t-elle de faire éclater au grand jour le caractère véreux de certains de nos magistrats ?

S.N

La bataille entre les docteurs Marco et Moulaye pour le contrôle de la clinique Mandji n'est pas près de s'achever. Il y a un peu plus de deux mois, le

fin de l'année judiciaire », commente un justiciable.

L'affaire des trente millions versés par le médecin à un magistrat commence en effet à faire grand bruit dans la capitale économique. Ce, d'autant que le magistrat en question serait passé maître dans ce